

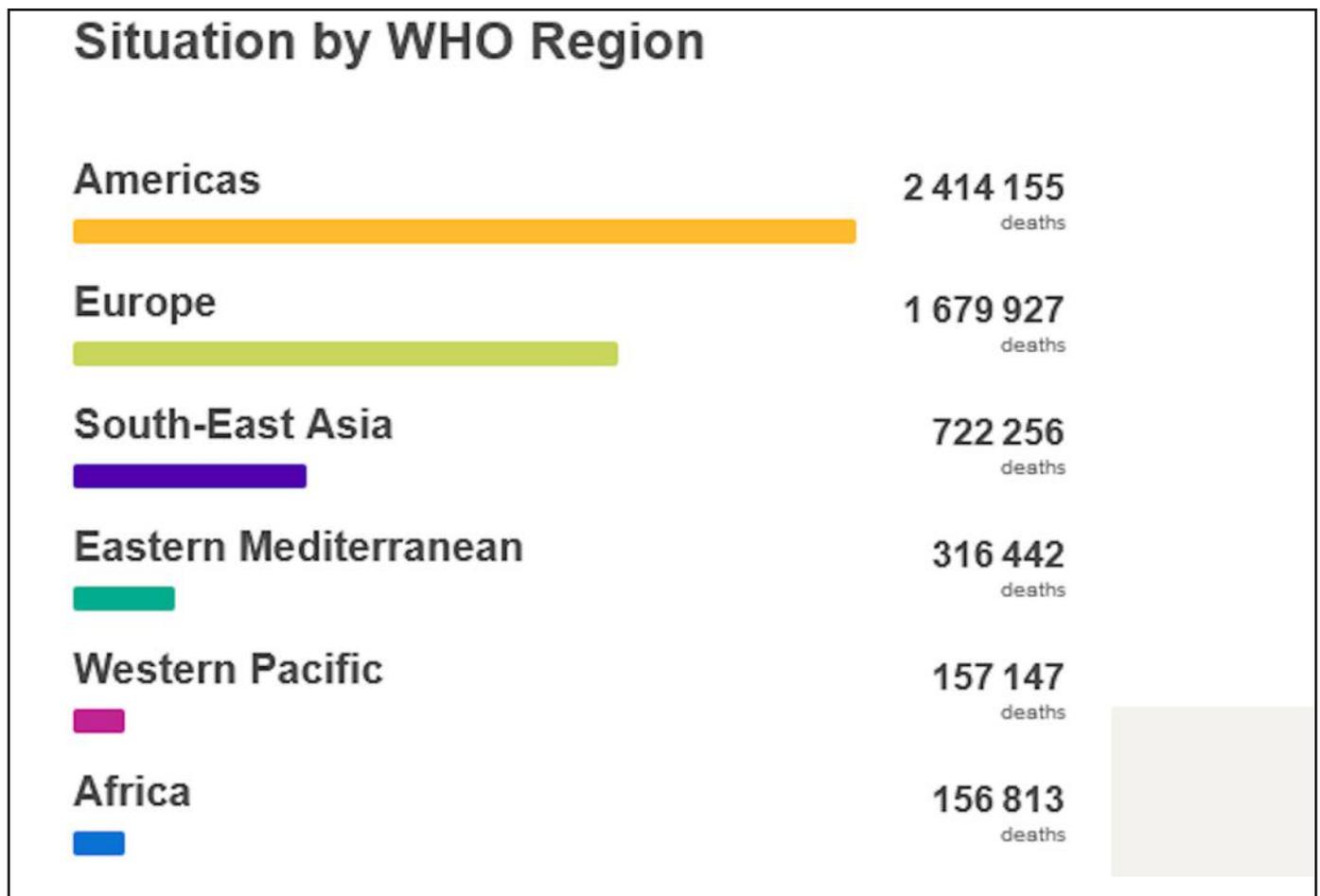
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20034 - 77ÈME ANNÉE

Le principal problème : la stratégie des gouvernements d'Europe et des États-Unis face à la pandémie de COVID-19

Coronavirus : 75 % des décès en Europe et Amériques



Deux ans après le début de la pandémie de coronavirus, sur 5,4 millions de morts, les décès se concentrent à 75 % en Europe et en Amériques alors que ces 2 continents représentent seulement 20 % de la population mondiale. Les anciennes puissances coloniales sont dans le peloton de tête des pays les plus touchés alors que pendant ce temps, le nombre de décès comptabilisé pour tout le continent africain équivaut à celui du Royaume-Uni, un Etat de la taille d'une simple province en Chine. Ce sont pourtant des Etats qui font partie des plus riches du monde. Le principal problème est donc la stratégie des gou-

vernements d'Europe et des États-Unis face à la pandémie de COVID-19 : ils ont choisi de confier la résolution de la crise au capitalisme qui compte sur la situation pour augmenter les profits des actionnaires, la population paie le résultat.

Voici le bilan mondial de l'épidémie de coronavirus dressé par l'Organisation mondiale de la Santé à la date du 4 janvier 2022 :

Amériques (1000 millions d'habitants) : 2,4 millions de décès

Europe (750 millions d'habitants) : 1,7 million de dé-

cès
 Asie du Sud et de l'Est (4,5 milliards d'habitants) : 0,722 million de décès
 Océanie (50 millions d'habitants) : 0,157 million de décès
 Afrique (1200 millions d'habitants) : 0,156 million de décès

Presque autant de morts en France que pour tout le continent africain

Les pays les plus touchés sont les suivants :
 Etats-Unis d'Amérique (300 millions d'habitants) : 850.000 décès
 Brésil (212 millions d'habitants) : 620.000 décès
 Inde (1300 millions d'habitants) : 482.000 décès
 Russie (144 millions d'habitants) : 312.000 décès
 Mexique (130 millions d'habitants) : 300.000 décès
 Trois Etats européens d'une population d'environ 60 millions d'habitants, soit la taille d'une province en Chine, sont dans le « top 12 » :
 Royaume Uni (7e) : 150.000 décès
 Italie (9e) : 138.000 décès
 France (12e) 121.000 décès.

Pour chacun de ces pays, le nombre de morts du coronavirus est presque équivalent à celui observé en Afrique, un continent 20 fois plus peuplé que le Royaume-Uni, l'Italie ou la France.

Ceci permet de dire qu'à elle seule, l'Inde représente 5 décès sur 7 en Asie, pour le tiers de la population de ce continent. Cela signifie que l'Asie sauf l'Inde représente 3,2 milliards d'habitants, qui ont eu à déplorer 250.000 décès depuis le début de l'épidémie.

Dans ce continent figurent des pays très ouverts sur le monde. Force est de constater que le bilan de l'épidémie de coronavirus y est le suivant :

Chine (1400 millions d'habitants) : 5700 décès
 Vietnam (100 millions d'habitants) : 33.000 décès.

Plus de 120.000 morts en France, moins de 6.000 en Chine et taux de vaccination comparable

Il est donc clair que l'essentiel des décès liés à la COVID-19 sont survenus en Europe et en Amérique, où se situent les anciennes puissances coloniales et d'anciennes colonies dominées par les intérêts occidentaux. Ce sont également l'Europe et l'Amérique du Nord qui ont décidé de vacciner plusieurs fois leur population. En France, la troisième dose est programmée et ne sera valable que quatre mois si un projet de loi allant dans ce sens valide cette orientation politique.

Sachant qu'il n'existe qu'une seule espèce humaine confrontée au même virus depuis 2 ans, c'est pourtant parmi la représentation la plus riche financièrement de cette espèce que la crise est la plus grande. C'est là où se situent les hôpitaux et les usines de vaccins que le nombre de morts est le plus important, sans commune mesure avec ce qui est observé dans les autres continents.

Manifestement, le problème ne vient pas des « non-vaccinés » dans la ligne de mire d'un président de la République en campagne pour sa réélection. La Chine compte une proportion de vaccinés contre la COVID-19 comparable à celle de l'Europe et des Etats-Unis. Ce pays dirigé par un Parti communiste a mis en œuvre des mesures qui ont permis de limiter à 5700 le nombre de décès.

A population comparable, cela signifierait 500 décès en France au lieu de 121.000 par exemple.

Ceci montre bien que le principal problème vient des gouvernements occidentaux qui ont été incapables de juguler l'épidémie. Ce n'est pas étonnant, car ils ont confié aux capitalistes la question du règlement de la crise sanitaire, en concédant à quelques sociétés un monopole sur la distribution de vaccins en Europe et aux USA. Les autres pays ont suivi une autre politique, le résultat est édifiant...

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
 77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
 Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
 B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Derrière l'outrance du locataire de l'Élysée, une société de contrôle à son paroxysme

Dans un entretien avec des lecteurs du Parisien paru hier, le président de la République affirme avoir « très envie d'emmerder les non-vaccinés ». Ces propos ont électrisé le débat parlementaire sur le passe vaccinal. Le chef de l'État espère s'attirer les faveurs de la majorité des Français avec ces propos, qui lui ont valu les foudres de l'opposition.

Au lendemain de cette interview choc, la majorité fait bloc derrière le président en reprenant ses propos. « Il faut arrêter l'hypocrisie ! Une petite minorité fait peser une menace sur la population, eh bien, oui, y compris pour leur bien, on va les emmerder », s'agace Jean-Marc Dumontet, producteur de spectacles à Paris et proche du chef de l'État. A l'Élysée, on se défend de tout « mépris » ou « petite phrase » mais on espère que ce genre de propos « aidera à réveiller certaines consciences ». On se félicite d'ailleurs « des réactions des médecins » qui approuvent ces déclarations. Voilà l'image recherchée par l'Élysée : un président qui va au combat pour protéger les Français. La familiarité du propos est là pour jouer la proximité. « Il faut arrêter de faire les chochottes. Il arrive au président de parler comme les Français et il a compris qu'il était mieux compris par les Français quand il parlait comme eux », assure François Patriat, le chef de file des sénateurs LREM, qui glisse que « du côté des antivax, il y a bien plus brutal ». L'idée assumée est de parier sur cette majorité silencieuse contre ceux qui refusent la vaccination. «

Mais, au lieu de céder à la manœuvre, il nous faut analyser la stratégie derrière, pour éviter d'entrer dans le piège tendu par le locataire de l'Élysée. On trouve les clés pour comprendre dans la théorie de la société du contrôle de Deleuze. Dans ses derniers textes, le philosophe Gilles Deleuze évoque l'« installation progressive et dispersée d'un régime de domination » des individus et des populations, qu'il nomme « société de contrôle ». Deleuze emprunte le terme de « contrôle » à l'écrivain William Burroughs mais s'appuie pour formuler son idée sur les travaux de Michel Foucault consacrés aux « sociétés disciplinaires ». Dans ces dernières, que Foucault situe aux XVIIIe et XIXe siècles et dont il fixe l'apogée au début du XXe, l'individu ne cesse de passer d'un

Or, selon Deleuze, nous assistons à une crise généralisée de ces milieux d'enfermement, concomitante de la transformation du capitalisme industriel en capitalisme « dispersif », de surproduction, « c'est-à-dire

pour la vente ou pour le marché », où « l'usine cède la place à l'entreprise ». Ce nouveau type d'organisation, qui s'appuie sur l'évolution technique et le développement des technologies de l'information et de la communication, semble garantir une plus grande marge de manœuvre aux individus, des espaces-temps plus ouverts et flexibles, davantage de mobilité, mais en apparence seulement. Car, contrairement aux dispositifs disciplinaires, qui procèdent par la coercition et la concentration des corps, le mouvement et la liberté de circulation sont les conditions nécessaires à l'exercice d'un pouvoir qui opère désormais par « contrôle continu » de tous les aspects de l'existence et par « communication instantanée ». L'entreprise, fondée sur une idéologie et un mode de fonctionnement spécifiques – la « rivalité inexpiable comme saine émulation » –, y joue un rôle central, et le marketing, qui permet d'influencer les consommateurs, de fabriquer des comportements et de formater les esprits au moyen de techniques toujours plus affinées, est « maintenant l'instrument du contrôle social ».

Dans les sociétés de contrôle, au contraire, l'essentiel n'est plus une signature ni un nombre, mais un chiffre : le chiffre est un mot de passe, tandis que les sociétés disciplinaires sont réglées par des mots d'ordre (aussi bien du point de vue de l'intégration que de la résistance). Le langage numérique du contrôle est fait de chiffres, qui marquent l'accès à l'information, ou le rejet.

C'est peut-être l'argent qui exprime le mieux la distinction des deux sociétés, puisque la discipline s'est toujours rapportée à des monnaies moulées qui renfermaient de l'or comme nombre étalon, tandis que le contrôle renvoie à des échanges flottants, modulations qui font intervenir comme chiffre un pourcentage de différentes monnaies échantillons.

Macron, plus que le Président des riches, est celui des sociétés de contrôle. Il atteint à nos libertés et divise le peuple pour continuer à servir immodérément la « sainte finance ».

« Être de gauche c'est d'abord penser le monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi ; être de droite c'est l'inverse. » Gilles Deleuze

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Alon sinploman shof nout min pou bien aplodi

Mé zami La Franss – la, sa in drol républik sa ! Kan inn i di u ! l’ot i di dya. Kan ou lé opozé inn par rapor l’ot, sa lé normal-ni pé mèm di sé la règ di zé. Mé kan ou lé dann mèm kan, k’inn l dézign l’ot donk inn lé lo sipèryèr par aport a l’ot. Koman konprann kan inn i di a, l’ot i di B.

Dopi kékzour lo prézidan La Frans épi lo promyé minis shèf gouv èrnman, l’aprè zoué zé-la... Inn i di promyé out va arkomans mète lo mask, l’ot i di ébin lindi 20 va arkomans mète lo mask dann landroi fèrmé. Kan inn i di, i sava rouv la diskisyon dsi la rotrète, l’ot i di finn l’ané va oir sa. Anplis tousala i di an piblik, dann bann télé é tout demoun i koné sa, tout demoun i antan sa.

Mé zami sanm pou moin sa sé in késhoz i pé pa diré. Afors friksyone inn a l’ot, moin lé sir sa sé in n’afèr i sava pa dir lontan. Pé sfèr, konm i di, inn i vé pran la plass vizir konm dann bann désiné l’avé in sèrtin IZnogoud. Zot i pans pa afors inn i ronz son frin, v’ariv lo tan inn é l’ot va shoké ?

Pou moin sa sé in n’afèr i fé pa moin arien, é konm zot lé rantre zot, moin pèsonèl, moin lé pa la avèk sa. Solman mi koné bann provèrb kréol rényoné é sirtou inn mi romark sète la touzour di la vérité é provèrb-la i di : Afors alé a lo kalbass i kass... Don k nou va gété pou oir l’èr kalbass va kassé é zour-la, mi pans nou va bate la min.

Bate la min ? Bin oui pars zot i koné banna é nou, nou lé pa dann mèm kan. Volèr i vol volèr, lo dyab i ri é sa sé in règ lé valab san pour san. Dann la politik, konm dan tout zafèr. Lé vré sa i éspass dan La Frans, mèm dann Paris, alor dizon, alon pa mète nout kiyèr dann kari i kui pa pou nou. Sinploman alon aspéré pou oir sak v’arivé é alon sinploman shof nout min pou bien aplodi.

Justin